

Les finances des hôpitaux demeurent précaires

Jean-Paul Bombaerts

L'érosion des résultats financiers des hôpitaux se poursuit, tandis que pointe le défi majeur de la réorganisation en réseaux.

Le secteur hospitalier souffle le chaud et le froid. Si 2016 a été une année globalement correcte pour les finances des hôpitaux, si on se réfère à l'étude annuelle de la banque Belfius, c'est surtout parce que le secteur a été épargné par les mesures d'économies.

Le secteur présentait en 2016 une structure financière saine, que ce soit en termes de solvabilité, d'endettement ou de liquidité. Le chiffre d'affaires a progressé de 2,3%, soutenu par les produits pharmaceutiques (+ 4%) et les forfaits (+ 5%).

Les hôpitaux ont investi 1,3 milliard d'euros en 2016. C'est beaucoup même si tout est concentré sur quelques projets de grande envergure, comme le nouveau site Delta du Chirec à Bruxelles.

Quant au taux d'endettement, il s'élève à 35,9% du bilan, un taux inchangé par rapport à 2015.

Difficultés en Wallonie

Il en ira sans doute autrement en 2017 puisque le gouvernement compte réaliser 200 millions d'euros d'économies dans les hôpitaux. Pierre Smiets, directeur d'UNESSA (hôpitaux privés en Wallonie), redoute pour sa part "de très grosses difficultés pour 2017". D'autant que la fragilité financière des établissements demeure perceptible.

Ainsi, le résultat courant des hôpitaux généraux s'élève à 94 millions d'euros en 2016. Un résultat en baisse de 17% par rapport à 2015, qui affichait déjà une baisse de 30% par rapport à 2014. Le résultat courant reste ainsi sous la barre de 1% du chiffre d'affaires (0,7% seulement).

Un autre sujet d'inquiétude réside dans les fortes disparités observées. Certains hôpitaux font des bénéfices, tandis que d'autres peinent à maintenir la tête au-dessus de l'eau. Ainsi, 26 hôpitaux sur 88 (soit plus de 30%) sont déficitaires. Ils se situent surtout en Wallonie. On recense même 12 hôpitaux dont le cash-flow est insuffisant. Autrement dit, ils se trouvent en quasi-cessation de paiement.

Pour 2017, les choses s'annoncent plus délicates encore. "Le secteur hospitalier sera confronté à des défis majeurs, affectant à la fois son fonctionnement, son organisation et son financement", prévient Arnaud Dessoey, responsable des études chez Belfius. Une remarque qui renvoie à la réforme des hôpitaux mise en chantier par la ministre de la Santé Maggie De Block (Open Vld) et qui doit aboutir à la mise en réseaux des établissements. Un processus nettement plus avancé en Flandre que dans le sud du pays. En cause principalement, le chapitre XII de la loi organique des CPAS en Wallonie qui rend les rapprochements difficiles.

À cela s'ajoutent les évolutions sociétales: vieillissement de la population, évolution des technologies médicales et numérisation. Sur ce dernier point, Dieter Goemaere, du réseau GIBBIS (hôpitaux privés bruxellois), estime qu'il "manque 300 millions d'euros pour couvrir les besoins en informatique".

Tant UNESSA que GIBBIS demandent au gouvernement "un pacte de stabilité budgétaire pour une période de 5 ans" afin de pouvoir mettre en oeuvre les réformes annoncées.

Copyright © L'Echo